

HOUARI BOUMEDIÈNE

d'Etat manqué

(3^e partie)

C'est Mohamed Boutella qui dira : «L'Algérie a perdu son "Che Guevara"», ou encore Selim Saâdi, lequel protestera véhémentement devant des excès auxquels se livraient des agents trop zélés de la SM. Il interdira que l'école des blindés de Batna, qui dépendait de lui, soit utilisée pour des interrogatoires musclés. C'est Khaled Nezzar, qui, confronté à des actes de pillage de

biens de l'ANP par des responsables militaires, aura devant des témoins, qui s'empresseront d'aller le répéter, une réflexion qui lui vaudra les foudres de Chabou : «Tahar Zbiri avait donc raison de s'insurger !» C'est Beka Abdenour qui intercédera pour de nombreux anciens compagnons victimes des grandes purges qui ont suivi le 14 décembre alors que lui-même a eu gra-

vement à pâtir des agissements des partisans de Zbiri. Les reproches faits à Chabou par Zbiri concernaient le SG du MDN, ès qualités, pour sa gestion envahissante et son mépris de la hiérarchie et nullement pour la première partie de sa carrière militaire parce qu'il l'avait commencée dans l'armée française.

7. Le défilé de l'angoisse

1^{er} novembre 1967, le défilé militaire, avenue de l'ALN, va bientôt commencer, mais où est donc le chef d'état-major? Allahoum, le chef du protocole du Président, téléphone sans discontinuer. Tahar Zbiri ne viendra pas. On ne peut plus attendre. Le défilé s'ébranle, conduit par le colonel Abbès. La nervosité des officiels n'échappe pas aux diplomates présents. Il se passe quelque chose d'inhabituel. Boumediène, d'habitude impassible, est blême. On l'entend interroger Merbah : «Où est Saïd Abid ?» Il est intrigué par l'absence du chef de la première Région militaire. «Il est allé s'inquiéter de l'absence de si Tahar», répond Merbah. Merbah, qui a fait son boulot pour sécuriser les lieux, vient juste d'apprendre que les engins qui commencent à défiler sont pourvus en munitions et que Houasnia, le chef du premier bataillon de chars, a fait armer ses canons juste avant de quitter sa caserne. Il en informe aussitôt Boumediène. Le Président ne bronche pas. Il demande encore une fois : «Où est Saïd Abid ?» Saïd Abid qui vient de revenir se rapproche du Président : «Si Tahar est malade.» Boumediène hoche la tête de haut en bas, sans dire un seul mot. Ils sont deux à comprendre – lui et Boumediène – que Zbiri vient d'engager l'épreuve de force. Mais il n'est pas inquiet outre mesure. Il connaît suffisamment Zbiri pour savoir que ce dernier n'est pas homme à faire tirer sur la foule.

Les engins du premier bataillon de chars passent dans le fracas des chenilles. Aucune tourelle n'a orienté ses tubes vers la tribune officielle. Boumediène semble perdu dans ses pensées. Malgré la fraîcheur de la matinée, une goutte de sueur perle sur son nez. Il l'essuie du revers de la main.

Lorsque les «BTR» arrivent à sa hauteur, il penche le buste vers l'avant, les mains crispées sur le bord du siège, comme s'il voulait plonger ou se lever brusquement. Sitôt le défilé terminé, Saïd Abid se précipite chez Zbiri, au chemin Poirson sur les hauts d'El-Biar. Zbiri n'est plus à son domicile, il s'est retranché auprès des tankistes du premier bataillon de chars casernés au Lido, à la périphérie est d'Alger, qui viennent juste de rentrer de la parade. Il court en informer Boumediène. Le lieutenant Layachi Houasnia, chef du premier bataillon de chars, qui vient de recevoir le chef d'état-major, est un maquisard de la première heure. Il a servi longtemps sous les ordres de Zbiri lorsque ce dernier était le responsable du troisième bataillon de la base de l'Est. C'est ce même Houasnia, qui par l'action qu'il a menée le 11 janvier 1958 contre des unités ennemies en opération dans le djebel El-Ouasta, à quelques kilomètres de la frontière algéro-tunisienne, a provoqué la réplique de l'aviation française contre la ville de Sakiet-Sidi-Youssef. Les cinq prisonniers français que Houasnia a ramenés ont été l'élément passionnel qui a induit une extraordinaire accélération des événements en France et en Algérie.



De gauche à droite : les colonels Chaabani, Boumediène et Zbiri.

Cette dynamique alimentée en énergie par les vociférations des ultras d'Alger et de leurs lobbies parisiens aboutira, quelques mois plus tard, à la chute de la IV^e République.

Personne ne doute que cet officier exécutera les ordres de Zbiri quels qu'ils soient. Au ministère de la Défense, Chabou commence fébrilement à préparer des parades, «au cas où...». Saïd Abid, effaré par le remue-ménage qui y règne, rassure tout le monde et demande instantanément à Chabou et à Rachid Medouni, chef du génie militaire, qui joue les mouches du coche, de ne pas «jeter encore de l'huile sur le feu» et il ajoute : «Il n'y a aucune conjuration. Il n'y a aucun danger.» Si Tahar, selon lui, «a cédé à un accès de colère» et il se fait fort, lui, Saïd Abid, de le ramener chez lui le soir même. Pour Boumediène qui ne s'attendait pas à cette brutale évolution de la situation, le plus urgent est de gagner du temps, pour voir clair autour de lui. Tandis qu'il autorise Saïd Abid à promettre à Zbiri tout ce que ce dernier exigera, il prend quelques précautions...

Zbiri, pressé de toutes parts et ayant la garantie des principaux chefs de région pour sa sécurité et pour la mise en œuvre des changements qu'il n'a cessé de demander depuis des mois, quitte ses retranchements et retourne chez lui.

Ce n'est pas une retraite sans gloire. Au contraire, il pense qu'il a désormais de son côté les chefs de régions qui comptent : la première qui commande Alger et la troisième la plus importante sur le plan des moyens militaires.

Les autres feront ce que décidera la première, à moins de passer de force à travers les défenses de cette dernière, si jamais son chef décidait une action contre le régime. Boumediène sent le vent du boulet. Zbiri a ébranlé le socle sur lequel repose son régime. Il n'est plus sûr de rien. De la première région surtout, malgré les dénégations de son chef. Ce dernier s'est rendu suspect à ses yeux depuis

qu'il n'a pas voulu entendre parler d'une mise à l'écart brutale de Zbiri proposée par Medeghri. Bien que la fonction de chef d'état-major de Zbiri est purement nominative, (Boumediène ayant tout fait afin que Zbiri n'ait aucun commandement direct sur les unités opérationnelles), l'homme reste cependant capable de renverser la situation à son profit. Les chefs de bataillon, dans leur majorité, lui vouent de la considération et ils peuvent très bien répondre à son éventuel cri de ralliement et exécuter ses ordres. Sur les plans moral et politique, sa position est inattaquable.

Elle lui a valu les adhésions et les sympathies de nombreuses personnalités et d'une grande partie de l'opinion publique. Son prestigieux passé et ses états de service l'autorisent à prétendre corriger «le redressement» du 19 juin.

Boumediène sait que les responsables faisant partie de son régime cherchent à se mettre dans les bonnes grâces du chef d'état-major et lui adressent des signaux discrets. Houari Boumediène, au cours de la première décade du mois de novembre 1967, sent le sol se dérober sous ses pieds.

Le danger ne vient plus d'un opposant politique réfugié à l'étranger et rappelant son existence par quelques tracts circulant sous le manteau. Il vient du sein même de l'armée, ce mythe qui garantit son pouvoir.

Alors Boumediène, pendant que Chabou fait son travail, engage le dialogue avec Zbiri. Le 7 novembre, il se rend personnellement au domicile de ce dernier. La confrontation est houleuse.

Boumediène reproche à l'ancien chef de l'Aurès de vouloir faire éclater la cohésion de l'armée. L'autre lui répond : «C'est toi qui l'impliques et la compromets ; quant à ma position, dois-je, sous prétexte de discipline, entériner toutes tes décisions ?» et d'ajouter un pour mémoire cinglant : «Lequel d'entre nous n'a pas hésité pour des considérations de pouvoir à entrer en

dissidence contre le GPRA, alors que l'Algérie avait encore le couteau sur la gorge ? Lequel de nous n'a pas hésité, en juillet 62, à ordonner, à partir de Bou Saâda, à ses bataillons de s'ouvrir la route d'Alger à coups de «douchka» ?

- Tu étais là-bas, Tahar ?
- Oui, j'y étais, hélas, mais lequel d'entre nous a refusé toute idée de dialogue ou de compromis ?»

C'est un langage de sourds entre les deux colonels.

L'un ne voulait voir dans le 19 juin qu'une simple étape ; pour l'autre, c'était déjà un piédestal !... Ils se séparent, l'un ravalant sa colère, l'autre sa déception.

Le 17 novembre, une nouvelle entrevue a lieu entre les deux hommes dans la petite villa du Golf, à deux pas de la présidence. Dans le décor spartiate du salon, Boumediène résume sa position : «Tahar, pour moi le tableau n'est pas aussi noir que tu le décris !» L'autre l'interprète ainsi : «Il n'y a donc rien à changer !» Puis Boumediène ajoute, rassurant sur ses intentions : «Je ne suis pas Staline qui a liquidé ses compagnons.» Ce sera la dernière fois que les deux hommes se rencontrent.

Les jours s'écoulent et la tension monte. Chacun compte les siens. Boumediène reçoit des rapports inquiétants : les commentaires défaitistes de Djamel C. Belkacem, les paroles ambiguës de Boutefflika, «Si Tahar est un homme de l'Est adopté par les hommes de l'Ouest exactement comme si Boumediène» ; jamais équidistance n'a été aussi clairement formulée. La sentence a répétition de Saïd Abid (servie à Zbiri tous les matins) «Mouss ouahed yadbahna» (notre sort est lié pour le meilleur et le pire) et aussi la conclusion de Draïa après l'intermède du Lido : «Si Tahar n'aurait jamais dû s'arrêter en si bon chemin !» L'alerte devient sérieuse quand il apprend qu'un officier, pourtant issu du même terroir que lui, le capitaine Kamel Ouarts, pour lequel il nourrit de l'estime pour le grand nom qu'il porte et pour ses états de service, a osé le défier en allant haranguer dans l'enceinte même de l'Académie interarmes de Cherchell les chefs de bataillon. Il parodie sans le savoir, celui qu'indignât jadis la présence de Brutus dans la cohorte des assassins : «Toi aussi, mon fils !» Kamel Ouarts, rejeton d'une vieille famille guelmoise, qui a tant donné à l'Algérie, maquisard de la première heure, avait simplement choisi son camp, selon sa conscience. C'est à partir de ce jour que Boumediène commence à se réfugier, chaque nuit, dans une caserne tenue par des fidèles.

Il tient désormais pour suspect le ton lénifiant des rapports de ses services. «Vous ne me ramenez que de la boue alors qu'une poignée d'hommes a mis le pays et l'armée sens dessus-dessous !» fulmine-t-il.

M. M.
(À suivre)